

RÉUNION DES 92 CANDIDATS DE PARIS-NORD (zone 1)
AVEC LES AUTORITÉS CONSULAIRES

Rencontre houleuse à l'encontre des candidats FLN

La rencontre que présidait M. Rachid Ouali, consul général à Paris, et qui réunissait samedi dans l'enceinte du consulat l'ensemble des candidats de la zone 1 (Paris Nord de la France) aux prochaines élections législatives algériennes (du 8 au 10 mai) a été pour le moins chaude, pour ne pas dire houleuse.

De notre bureau d Paris,
Khadidja Baba-Ahmed

Certains candidats ont fait entendre leur voix, non pas tellement sur la question de la préparation par l'administration du scrutin, bien que là aussi certaines critiques et interrogations ont été émises, mais surtout une attaque du piétinement par certains candidats des dispositions réglementaires du scrutin. Et en l'occurrence les intervenants n'ont pas omis de signaler qu'il s'agit des candidats de la liste FLN et ceux des redresseurs du FLN. Une pétition a même été rédigée sur-le-champ et circulait pour sa signature et pour demander l'exclusion de ces deux listes.

L'intervention préliminaire du consul général a essentiellement consisté à convaincre que l'administration est guidée tout au long de la préparation du scrutin et plus tard, lors de son déroulement, par le souci de transparence et de neutralité. Chaque fonctionnaire et chaque agent a été instruit dans ce sens. «L'administration observe une neutralité absolue, son rôle se bornant à l'organisation matérielle des opérations électorales dans un cadre transparent et à la mise en place de toutes les conditions requises.»

C'était là le premier message répété tout au long d'ailleurs de la rencontre. Quant au deuxième message, il a consisté à rappeler aux candidats qu'ils vont mener campagne en pays étranger, aussi : «Il convient donc de s'abstenir de toute forme de publicité qui pourrait heurter les autorités locales. Il faut donc éviter tout affichage électoral qui pourrait interférer avec la campagne menée actuellement en France pour l'élection présidentielle.» Plus précis encore, le consul général insiste : «Vous connaissez autant que moi la conjoncture qui prévaut dans ce pays et qui exige toute l'attention afin d'éviter toute publicité pouvant être mal interprétée.»

En outre, convoquant les textes pour argumenter, M. Ouali avertit : «Je rappelle que la loi organique prohibe l'utilisation malveillante des attributs de l'Etat d'autant plus que nous sommes en pays étranger.» Il n'en fallait pas plus pour faire réagir certains représentants de partis : «Il y a eu des tracts qui ont circulé et des affiches placardées alors que la campagne officielle n'a pas encore démarré. Allez faire un tour à Barbès, à la rue Poissonnières à Saint-Denis ou à la Grande Mosquée, et vous verrez que des tracts et affiches qui utili-

sent des signes de l'Etat circulent alors que la campagne n'est pas encore lancée légalement.» Un grand brouhaha traverse la salle et d'autres candidats, faisant circuler une copie de ces tracts, interpellent le consul pour que tout simplement les auteurs de ces affiches, en l'occurrence la liste FLN et celle du Front El Moustakbal (dissident du FLN), soient exclus de la compétition. Interpellé, le consul indiquera que l'administration ne peut interférer dans la campagne. «Nous ne pouvons exercer un droit de police mais cependant, précise-t-il, des voies de recours existent et toute latitude est donnée pour utiliser ces voies». Une pétition a été rédigée sur-le-champ pour demander cette exclusion. L'on saura dans les jours à venir le sort réservé à cette pétition. Plusieurs autres observations ont été exprimées par les partis. D'abord sur le fait que le secrétaire d'Etat présent toute la semaine à Paris et qui aurait pu, a dit un participant «prolonger d'une journée son séjour pour prendre part à cette rencontre pour écouter cette zone qui, à elle seule, fait près de 500 000 électeurs. Ce à quoi il lui fut répondu que ses obligations l'ont amené à poursuivre sa tournée sur d'autres zones électorales. Certains candidats n'ont pas manqué de déplorer le changement successif de date opéré et la durée du scrutin (plus que trois jours au lieu de 5 et qui plus est sans week-end), ce qui porte beaucoup de préjudices, notamment financiers et la difficulté de mobiliser sur cette période réduite.

Les horaires de fermeture des

bureaux de vote, initialement fixés à 22 heures et sur lesquels l'administration est revenue en les fixant à 20h, a constitué un autre grief des candidats qui se sont vu répondre que cette question est actuellement à l'examen à Alger et qu'une réponse leur sera faite sitôt la décision prise par Alger. L'autre décision prise par Alger concerne le contenu du listing des électeurs (remis aux candidats au cours de cette rencontre). L'observation faite au consulat est que cette liste ne contient que les noms et prénoms et un numéro sans autres indications (sous-entendu adresses et fonctions) et là la réponse a été claire : «La liste des électeurs que l'on vous remet et qui doit être restituée au plus tard dix jours après le scrutin, vous est remise aux seules fins d'utilisation pour le scrutin. Cette liste est celle qui nous a été transmise par le ministère de l'Intérieur et au-delà des noms, prénoms et numéros, les autres informations sont d'ordre confidentiel.» Cette liste, dira encore un membre du consulat, «ne vous a été destinée que pour vérifier que quelqu'un est

bien inscrit sur le registre électoral».

Enfin, une difficulté de taille a été relevée par une candidate qui signale que les cartes d'électeur envoyées aux électeurs, par courrier, mentionnent un «numéro» de bureau de vote, sans indication aucune sur le lieu de ce bureau de vote. Comment savoir alors, s'interroge-t-elle, où se situe ce bureau de vote ? Aucune réponse à cette question ne lui a été donnée. Le consul, dans une réponse globale aux difficultés rencontrées, a cependant déclaré : «Aucune démocratie, aucun système n'est parfait. Nous n'avons pas la prétention d'avoir un système aussi parfait que le système suédois ou allemand. Nous sommes en train de construire ce système démocratique et nous sommes tous partie prenante à ce processus. En tout cas, nous tirerons tous les enseignements de cette expérience.»

La rencontre a pris fin avec l'accord des participants sur le tirage au sort pour l'affectation numérotée des panneaux d'affichage. Ce qui a été fait sans aucune difficulté.

K. B.-A.

Quelques chiffres pour la zone 1 (Paris et Nord de la France) :

Nombre total d'électeurs : 491 237.
Nombre de centres de vote : 10.
Nombre de bureaux de vote : 82.
Nombre de partis politiques concourant : 23.
Nombre de candidats : 92.
Nombre de postes de députés à pourvoir pour la zone 2.

RACHID OUALI, CONSUL GÉNÉRAL À PARIS, AU SOIR D'ALGÉRIE :

«Nous sensibilisons les citoyens pour venir voter mais nous nous interdisons de leur dire pour qui voter»

L'entretien que nous a accordé Rachid Ouali, consul général à Paris, a eu lieu la veille (vendredi 13 avril) de la rencontre qu'il a eue avec les candidats de l'émigration pour les élections législatives (voir ci-contre). En préambule à l'entretien, il a tenu à nous faire visiter les locaux du consulat et à nous faire lire tous les textes placardés consacrés aux dispositions réglementant le scrutin de mai prochain, et les panneaux encore vierges, qui seront mis à disposition des 23 formations politiques ayant présenté des candidats concourant en Zone 1 (Paris Nord). Nous voulions, toutefois, par-dessus tout, que le consul général nous réponde sur quelques questions qui fâchent. Il l'a fait.

Le Soir d'Algérie : Vous nous avez expliqué que vous utilisez beaucoup de moyens et d'outils d'information (affichage, radios communautaires, rencontres avec le réseau associatif, déplacements dans les marchés et cafés fréquentés par la communauté...) pour, dites-vous «faire comprendre à la communauté l'enjeu stratégique et politique de cette élection et leur expliquer qu'au-delà du choix des députés de la future Assemblée, il s'agit de l'Algérie et qu'il s'agit notamment d'approfondir le processus démocratique et le processus de réformes qui a commencé au début des années 2000». Là est votre discours mais quel est le répondant des gens que vous rencontrez, comment reçoivent-ils votre message ?

M. Rachid Ouali : Cela dépend du degré de conscience politique des gens et je trouve ce degré assez élevé, y compris

dans les couches qui ne sont pas nécessairement issues de milieux universitaires. Le répondant n'est pas uniforme naturellement. Il y a un intérêt certain mais il nous faut entretenir cette envie d'aller voter en même temps qu'au quotidien, nous nous attelons à créer le climat qu'il faut, notamment au plan pratique de la préparation, et ce, en veillant à la transparence et à la neutralité totales.

Vous nous avez évoqué «une cinquantaine d'associations à laquelle vous avez fait appel dans cette phase de sensibilisation et de mobilisation. Vous savez, qu'ici en France, lors de scrutins algériens antérieurs, de très nombreux membres de la communauté se sont élevés et ont dénoncé ces associations-maison qui ramenaient par cars entiers des citoyens au niveau des bureaux de vote, leur promettant monts et merveilles, influant ainsi sur leur voix. Allez-

vous faire la même chose pour ce scrutin ?

Dans le domaine du transport, nous sommes bien obligés de tenir compte de la situation socioéconomique de nos concitoyens. Il y en a beaucoup qui nous disent nous ne pouvons pas aller voter parce que nous avons des difficultés financières donc aidez-nous à faire le déplacement pour voter. C'est pourquoi lorsque ce besoin est exprimé, nous répondons. Ceci dit, nous avons, pour ce scrutin, ouvert des bureaux de vote, notamment au centre, pour rapprocher au plus près les urnes des citoyens, là où ces derniers sont les plus concentrés.

Lors des précédents scrutins, le «bourrage des urnes par l'administration, notamment la nuit» a été dénoncé par beaucoup de membres de la communauté. Comment comptez-vous éviter cela ?

Vous savez, on ne peut pas bourrer les urnes pour la simple raison que les partis ont leurs représentants dans tous les bureaux de vote. Tous les partis auront leurs représentants et seront là pour surveiller l'opération du scrutin, du début à la fin avec le dépouillement. L'administration fait tout pour que cela se fasse dans la transparence et la régularité totales.

K. B.-A.

LA COMMISSION DE SUPERVISION POUR LA ZONE 1

Aux journalistes :

«Aucune information ne pourra vous être donnée par les membres de la commission»

Composée de 4 magistrats (2 hommes et 2 femmes, dépêchés d'Alger), la Commission de supervision des élections a été mise en place depuis plusieurs jours et installée dans les locaux du consulat général.

Présente à la rencontre de samedi organisée par le consul général et qui a réuni tous les candidats de la zone 1, ses membres n'ont pas pris la parole et n'ont à aucun moment interféré dans les débats, souvent très vifs pour ne pas dire houleux et ce, même lorsque les questions posées relevaient du droit, du dispositif juridique électoral.

Les journalistes algériens présents ont profité de la présence de cette commission pour demander à ses membres à quels moments des points de presse ou en tout cas où et quand ils pourront les rencontrer pour faire le point. Réponse : à aucun moment, nous n'avons pas le droit de le faire. La commission ne communique pas. Lorsque nous rétorquons que la Commission nationale à Alger communique, il nous a été répondu qu'il n'y a que le président ou son porte-parole qui le font. «Notre commission s'occupe des litiges et ne communiquera pas.» Autrement dit, circulez, il n'y a rien à voir !

K. B.-A.